



Édito

Tous des vandales !

Anticonstitutionnellement et alors ?

Perspectives de lutte contre les frontières

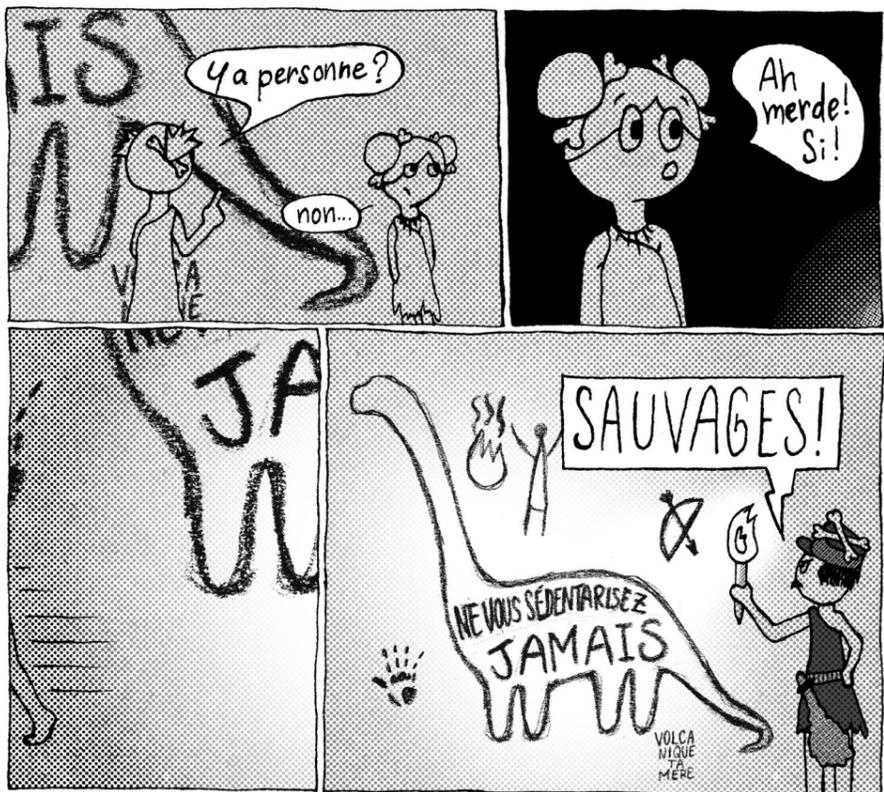
Auto-organisation et solidarité contre la machine à expulser

Étrangers, ne nous laissez pas seuls avec les Français !

Tous des vandales !

Dans la nuit du premier mai 1991, vers 4h du matin, un groupe d'anonymes marche dans les couloirs du métro parisien. Ils s'en vont recouvrir, entre deux rondes de vigiles, la station considérée comme la plus belle de Paris, Louvre-Rivoli, sur la ligne 1 du métro. Elle abrite de nombreuses copies des statues antiques grecques et égyptiennes du musée du Louvre. Bien trop propre, créée pour faire de l'art une marchandise en vitrine, qu'on observe sans pouvoir toucher. Au goût de ces tagueurs, cet art manquait sans doute un peu de vie et a effectivement regagné toute sa

puissance lorsqu'ils ont entièrement recouvert les murs et les statues de tags en tout genre. Notamment « Qui sème le vent récolte la tempête ! », clairement adressé à la RATP qui depuis la fin des années 80 en avait marre de voir ses stations et ses rames de métro recouvert de tags et venait quelques mois auparavant de lancer une grande campagne contre les dégradations. La création de nouveaux vigiles armés, les GIPR (Groupe d'intervention et de protection des réseaux), et la promesse de faire payer cher ceux qui profitent de la nuit pour redonner quelques couleurs au métro.



Édito

Mauvais Sang souhaite ses meilleurs vœux révolutionnaires : que l'année qui vient dépasse la précédente en perspectives révoltées, repousse les enlisements dans la social-démocratie, combatte vivement les offensives réactionnaires qui pullulent en ce moment... et libère tous les prisonniers entassés dans ce pays pourri, d'autant plus nombreux qu'une large majorité des personnes condamnées en lien avec les émeutes de juillet ont été incarcérées !

Le présent contexte qui s'étire depuis septembre est en partie celui d'un retour de bâton de l'Etat français après les émeutes vivifiantes qui ont mis à sac tant de commerces, de véhicules et surtout d'antennes de la république (certains commissariats, des écoles, des mairies...) exprimant le refus du meurtre de Nahel par la police et surtout le refus du dialogue dans lequel finissait alors de se noyer le mouvement contre la réforme des retraites, paralysé trop souvent par la soumission du temps de la révolte au temps de la loi.

Tandis que la justice et la police poursuivent leur travail de broyage de vies pour effacer une certaine partie des traces de ce moment d'espoir, l'école a brillé en réaction dès la rentrée scolaire en esquissant le retour au contrôle du vêtement à travers les consignes ciblant l'abaya, puis en testant dans certaines régions le retour de l'uniforme, en accélérant la mise en place du nouveau service militaire (le Service National Universel)... Au pas la jeunesse, plus jamais comme en juillet 2023 ! Quant à l'immigration, au pas aux frontières, ou alors au compte-goutte selon les besoins de la production et de la main d'œuvre, par exemple comme dans ces chantiers pour les Jeux Olympiques qui ont fait plus d'un mort à Paris... ! Et ainsi le champs de la réaction s'étend, n'épargnant pas de larges pans de la gauche qui soit s'offusquaient des émeutes (on brûle des écoles ???), soit rechignaient tout de même à tracer des continuités entre le mouvement social finissant et celles-ci (laissant ainsi seules face à la répression un nombre révoltant de personnes...), soit cherchaient à les récupérer en appelant à

de stupides manifestations porteuses d'une aspiration à la justice (punir le punitif policier par la police, voilà une idée qui ferait bien de disparaître), soit y martelaient leurs sales lorgnettes racistes qui ne font que coller avec celles du gouvernement au final (le mouvement social, c'est pour les «blancs», et les émeutes, c'est pour les «non-blancs» et on déverse les fantasmes raciaux...).

Dans ce contexte, il est temps de s'autonomiser radicalement vis-à-vis des discours de la gauche et de faire exister des propos et actions s'attaquant sans concession aux rejets réactionnaires qui se retrouvent parfois trop souvent à s'allier à cette même vieille gauche (chercherait-elle à se rajeunir en se baignant une énième fois dans les eaux puantes du nationalisme et de l'identitarisme ?). Cette gauche qui drague actuellement un mouvement assez confus d'exploitants agricoles, mais traversé en tout état de cause par un travaillisme ambiant et une défense de la propriété (même la petite et la locale, celle de gauche!) qui nous semblent loin de relever d'une perspective émancipatrice, en plus de comprendre, pour une partie importante du mouvement, tout un tas d'idées et de pratiques réactionnaires (entre chauvinisme et appel au libéralisme). Au goût du jour depuis le 7 octobre, c'est à une flopée de discours réduisant les Palestiniens au Hamas et les Juifs au gouvernement actuel d'Israël qu'on a dû faire face... Le léninisme est en pleine offensive et il est hors de question que nous le laissions encore une fois boucher l'horizon révolutionnaire ! Feu à toutes les frontières, à tous les Etats, et à tout ce qui y aspire !

Voilà ce dans quoi s'inscrit ce numéro de Mauvais Sang, journal bâtard pour la révolution.

Il est possible de nous contacter par mail, que ce soit pour entrer en conflit, pour poser des questions ou autres contributions. Il est aussi possible que nous vous contactions, que ce soit pour entrer en conflit, pour poser des questions ou autres contributions.

Des enfants bâtards
de l'anarchisme et du communisme.

Contrairement à aujourd'hui où ce genre d'annonce est devenu banal et ne donne lieu à aucun retour de flamme, il y avait dans le début des années 90, des personnes pour qui le graffiti n'était pas du *street art* qui cherchait à se faire une place dans les galeries d'art. C'était un mouvement intrinsèquement contestataire, lié au Hip-hop, et qui identifiait pertinemment l'ennemi des balades nocturnes colorées et de la liberté : la police, l'ordre, la sécurité, la propreté, le gentil citoyen. Le lendemain du crime, tous les médias se rendent sur place et l'on retrouve aujourd'hui encore des archives de ces reportages où les journalistes et les bourgeois du centre de Paris s'offusquent de ces bandes de barbares qui s'attaquent à notre patrimoine ! Malheureusement, un journaliste passionné par le monde du graffiti fait ses recherches et retrouve les trois personnes qui ont fait ces tags et sort un reportage qui sert aux keufs, après quelques temps de mises sur écoute et d'enquête, à les arrêter. Un mois de détention préventive, pour la punition, puis des peines de prisons avec sursis et des lourdes amendes. La RATP a ensuite installé progressivement des caméras dans les stations, puis dans les rames (jusqu'aux 50 000 caméras aujourd'hui qui quadrillent le réseau Bus/métro/RER). Heureusement l'année suivante, la station est à nouveau vandalisée.

époque où la propreté semble être une obsession pour toutes ces bonnes gens, un groupe de scouts des Éclaireuses et Éclaireurs de France s'en vont faire leur bonne action de la journée. Marre de voir des murs sales, recouverts de graffitis en tout genre, eux préfèrent le béton bien lisse qui ne dit rien, les publicités, les affiches de campagnes électorales et les annonces de la mairie qui organise une fête des voisins super sympa samedi prochain ! Ils vont donc à 50 mètres de profondeur dans une grotte dans le Tarn-et-Garonne, la grotte de Mayrière supérieure, s'assurer qu'un vandale n'a pas osé dégrader la roche. Ils nettoient des graffitis noirs, qui s'avéreront être en réalité des peintures pariétales du Solutréen, au Paléolithique supérieur, représentant deux bisons magistraux sur deux mètres de long, découverts 40 ans auparavant. Peut-être peint par des Homo Sapiens qui, à la lumière de leur chandelle, bravaient l'interdiction de leur clan de peindre sur ces belles parois.

Il n'y a rien de plus mort et résigné qu'un mur blanc. Ils veulent rendre ce monde lisse et apathique et réserver l'Art aux Musées, au Génie Artistique et aux Grands Hommes, mais la beauté se trouve dans le conflit, dans la lutte, dans le refus, à la portée de tout le monde. La sécurité, l'ordre et la civilité sont des poisons, vive le vandalisme !

La même année, en 1992 donc, dans une

Anticonstitutionnellement et alors ?

Perspectives de lutte contre les frontières

Depuis quelques années, l'air devient irrespirable. À chaque fait divers, meurtre ou viol impliquant une personne sans-papier ou d'origine étrangère, tous les médias en font la une et tous les politicards appellent à un sursaut de l'Etat. Une OQTF pas appliquée ? Inacceptable !! Un migrant qui aurait dû être expulsé, l'Etat a failli dans son devoir de protection du peuple français ! Encore, lors des émeutes de juillet 2023, on entendait ici et là ceux qui pointent du doigt les immigrés comme responsables de la révolte qui a secoué la France. Depuis, les groupes d'identitaires et autres néo-nazis grandissent un peu partout, à Lyon, à Paris et dans de nombreuses villes, rêvant d'importer les émeutes racistes qui ont eu lieu en Irlande début novembre ou d'il y a quelques années en Allemagne, lors des émeutes à Clausnitz. Ce qui s'est passé après Crépol représente une tentative qui n'a pas pris et où « Gros Lardon » et ses amis se sont ridiculisés. Le gouvernement surfe sur la vague raciste qui monte et qui fantasme ce pays de merde pour renforcer le pouvoir des flics aux frontières et des juges, et pond la loi « Asile & immigration ». Une loi xénophobe qui prévoit un virage encore plus strict dans la gestion de l'immigration : quotas migratoires, fin de l'automatisme du droit du sol, régularisation des sans-papiers seulement dans des « métiers en tension », durcissement de l'accès aux prestations sociales

pour les immigrés et des conditions du regroupement familial, rétablissement du délit de séjour irrégulier et une facilitation de l'éloignement des étrangers considérés par l'Etat comme représentant « une menace pour l'ordre public ». Le texte a été censuré partiellement par le Conseil Constitutionnel pour un certain nombre d'articles, notamment ceux qui concernent les quotas migratoires, l'accès aux prestations sociales et au regroupement familial, la réforme du droit du sol et le délit de « séjour irrégulier » : pas de grande surprise et cela ne change rien à la nécessité de lutter contre ces foutues frontières, que ce Conseil Constitutionnel n'abolira jamais. La droite et l'extrême-droite réclament d'ailleurs déjà une réforme constitutionnelle pour pouvoir faire passer ces mesures dans le futur, alors que la loi a été promulguée dans la foulée.

De l'autre côté du Rhin, en novembre 2023, une réunion réunissait des pontes de l'extrême-droite allemande, autour du parti AfD et autres néo-nazis, pour parler projet de « remigration », incluant une expulsion des étrangers ainsi que des allemands d'origine étrangère. Le fantasme des militants

Reconquête ou autres fachos ! L'annonce de cette réunion secrète, rendue publique, engendre une grande réaction de la part des partis démocrates qui ont appelé à de grandes manifestations. Bien sûr, ce genre de lois, si elles étaient appliquées, serait un gros bouleversement. Mais est-ce que ça n'aurait vraiment rien à voir avec ce monde de merde ? Pourquoi les mêmes partis politiques qui s'indignent en Allemagne sont peu ou prou les mêmes qui vont voter la loi Immigration en France ? En France, à quel point la loi Immigration va intensifier des dynamiques déjà présentes auparavant ? Il ne s'agit pas de minimiser ce qui s'est décidé, qui représente un pas nationaliste et xénophobe de plus, mais plutôt de voir en quoi il s'agit d'une continuation de la même volonté de contrôle, de gestion, de tri et de sécurité. Assimilation, intégration, insertion, ou expulsion : toujours le même vocabulaire pour voir dans l'altérité et l'étranger un ennemi, un danger.

Par ailleurs, les raisons pour lesquelles les partis de gauchistes s'opposent à cette loi sont douteuses, pétrées d'un intégrationnisme nationaliste et méritocratique

que nous connaissons bien. Faut-il que les sans-papiers soient des héros pour avoir le droit de rester à l'intérieur des frontières sans vivre sous la pression constante des keufs ? Faut-il qu'ils soient heureux et reconnaissants d'avoir le privilège de travailler en restauration, à l'usine, dans le BTP, ou à l'hôpital pour être sûrs de ne pas risquer la taule et l'expulsion ? Le travaillisme et le paternalisme les plus crasses sont encore bien trop ancrés dans les discours et dans les pratiques qui prétendent s'opposer à cette loi. Faut-il rappeler ici que c'est cette même gauche réformatrice qui a finalisé la création des CRA en 1981 ou qui a légalisé la rétention des familles en 2016 ? Mi-janvier, une partie de la gauche syndicaliste et associative (SINGA, CGT) a fait preuve, encore une fois, d'un paternalisme dégueulasse en proposant une manifestation (celle du 21 janvier) sans se concerter avec les collectifs de sans-papiers, et en laissant de côté certains mots d'ordre en raison de désaccords politiques. Ces désaccords portaient sur l'inscription dans l'appel de la nécessité de la régularisation de tous les sans-papiers et de l'abolition des frontières... Le communiqué conjoint de plusieurs collectifs de sans-papiers d'Île-de-France* a fustigé à juste titre cette démarche paternaliste et a rappelé la nécessaire et essentielle question de l'auto-organisation dans la lutte, dans des formes adaptées aux situations de chacun !



* "Pourquoi nous, Collectifs de Sans-Papiers, nous n'appelons pas au 21 janvier ?", le 20 janvier : https://twitter.com/gilets_noirs/status/1748828698885669103

Auto-organisation et solidarité contre la machine à expulser

La lutte contre les frontières, du point de vue révolutionnaire, est une question centrale. La frontière est l'un des piliers de l'Etat qui fonde l'identité nationale, le peuple, l'armée.

Mais comment lutter contre une loi en dehors des échéances légales ? Les textes de lois ne s'appliquent pas par le simple fait d'exister sur le papier. Les juges condamnent en sachant qu'ils ne peuvent pas envoyer en prison de manière illimitée, les flics arrêtent en pensant au nombre de places dans leurs cellules de garde à vue, les profs savent qu'il n'y a pas plus de 4 coins dans une salle de classe. Pareil pour les CRA (centre de rétention administratif), pour les avions qui expulsent, pour les flics aux frontières, etc. Or, depuis des années, tous les gouvernements cherchent à augmenter le nombre de flics, le nombre de prisons, le nombre de CRA, dont une dizaine sont en construction en France en ce moment même. Il est donc urgent d'investir les luttes qui existent et existeront contre la construction de nouvelles taules, contre les rafles et les expulsions, contre les collabos qui balancent ou exploitent les sans-papiers.

Le 22 juin 2008, un incendie ravage le CRA de Vincennes, qui brûle plusieurs bâtiments, suite à une révolte de sans-papiers enfermés à l'intérieur. Après cet incendie qui, en plus d'avoir permis de nombreuses évasions, a fait fermer le CRA pour plusieurs mois, les rafles se sont faites moins courantes dans les rues de Paris, tout simplement parce qu'il n'y avait plus assez de places pour enfermer les gens avant de les expulser ! Par la suite, de 2008 à 2013, une lutte qui touche la France, mais aussi la Belgique, les Pays-Bas, l'Allemagne, l'Italie, la Grande-Bretagne, voit la solidarité avec les sans-papiers grandir sous la forme de sabotage divers (DAB, voitures, agences cassées et taguées...), de manifs de soutien devant les CRA et de « balades » contre les collabos de la machine à expulser (banques, Croix-Rouge, BTP, intérim...) et d'occupations de bâtiments*.

Cela s'inscrit dans une certaine histoire des

luttes : quelques années auparavant, de 1996 à 2005, les aires autonomes s'auto-organisaient sur un même terrain de lutte que les collectifs de sans-papiers, sous forme de collectifs (Collectif Papiers Pour Tous en 1996 puis Collectifs Anti-Expulsions en 1998) et intervenaient de diverses manières contre l'enfermement et les expulsions de sans-papiers (campagnes d'attaques contre ceux qui participent à la machine à expulser, opposition à la construction de nouveaux CRA, interventions aux aéroports et dans les gares pour empêcher les expulsions).

Comme ces exemples le montrent, il est vital pour l'offensivité des luttes d'être capables de dépasser la position de « soutien » ou d'« alliés » que d'aucuns voudraient faire la seule manière de lutter sur la question de l'enfermement et des expulsions de sans-papiers, une position qui ne mène au final qu'à l'attentisme et au paternalisme. Il est tout à fait possible, et essentiel, de s'auto-organiser en prenant en compte les différences de situation, qui concernent ici la détention des bons papiers ou non. L'autonomie et l'auto-organisation des sans-papiers se sont construites sans - et même contre - la gauche qui les infantilisait depuis des dizaines d'années... Que cette dernière reste à sa place naturelle et pitoyable, en « soutien », à la traîne des mouvements, à essayer de vendre sa soupe démocrate ! À nous révolutionnaires de nous organiser ensemble, pour être réellement solidaires des collectifs de sans-papiers, et lutter concrètement et offensivement contre la machine à expulser.

Étrangers, ne nous laissez pas seuls avec les Français !

Les révoltes des enfermés des CRA sont courantes et devraient être accompagnées d'une grande solidarité par le mouvement, de même que les évasions, comme celles qui ont eu lieu le soir du 24 décembre au CRA de Vincennes où 11 personnes ont pu retrouver la liberté ! Le soir du 31 décembre dernier, 12 personnes se sont fait arrêter aux abords du même CRA, accusées d'avoir envoyé des feux d'artifices, une pratique courante pour manifester sa solidarité avec celles et ceux enfermés entre quatre murs. Le procès de cette affaire aura lieu prochainement et la solidarité avec les inculpés est primordiale ! De même, un procès aura lieu ultérieurement concernant quatre camarades interpellés lors d'une manif devant le

CRA de Vincennes le week-end du 27 janvier.

La lutte contre la loi Asile & Immigration en est encore à ses débuts et il est important de ne pas se laisser guider par un quelconque agenda parlementaire. Ce que nous voulons, la destruction des frontières, l'Etat ne nous le donnera pas. Dernièrement, le mouvement semble se dynamiser : des collectifs de sans-papiers sont en grève et appellent aux actions et aux manifs depuis quelques mois, en janvier des blocus récurrents dans les lycées et les facs suivies parfois de manifs sauvages se sont organisés à Paris, à Bordeaux, à Rennes ou à Nantes. D'autres attaques centrées sur les collabos de la machine à expulser se produisent, comme en décembre 2023 à Paris où l'aménageur A2M, qui propose des plans pour les CRA, a vu ses vitrines étoilées et redécouperes*, ou dans le Calvados en janvier, où la compagnie d'avions Chalais qui fournit des avions à la PAF pour des expulsions, a été taguée. Il est grand temps d'accélérer la dynamique en s'attaquant aux rouages de la machine à expulser et en s'affranchissant du cadre de la gauche qui voudrait tempérer et maîtriser notre colère à tous.

Pour la destruction des frontières et la liberté pour tous, avec ou sans papiers !

* Consulter la chronologie de la brochure « Le vaisseau des morts a brûlé » qui revient sur cette période 2008-2013.

* voir le texte de revendication : <https://lille.indymedia.org/spip.php?article36140>